

« Il faudra ouvrir un droit à l'alimentation », estime Martine Petit

« Face à la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, et aux crises climatique, écologique et sociale, qui sont toujours là, nous avons plus que jamais besoin de penser et mettre en œuvre des politiques publiques en faveur de la résilience de notre territoire », écrit Martine Petit.

La tête de liste de Choisir l'écologie pour Kemper dit vouloir « alerter sur la question du droit à se nourrir, ainsi que sur la fragilité et les vulnérabilités du secteur de l'alimentation. Depuis un mois, les activités indispensables au système alimentaire sont bouleversées ou à l'arrêt [...] Notre agriculture est mondialisée, elle dépend d'autres pays. Elle s'est éloignée de la nature au profit des agro-industriels et de la pétrochimie ». Martine Petit estime que « pour résister à la crise alimentaire qui s'annonce, il faut soustraire les terres à la spéculation foncière, favoriser les circuits courts et les transformations artisanales, soutenir le travail et les revenus des paysans. Il faut aussi former un grand nombre de jeunes aux techniques agroécologiques qui permettent de régénérer les sols ».

Elle poursuit : « Enfin, il faut entamer une réflexion sur l'ouverture d'un nouveau droit à l'alimentation sous forme de bons d'achat, couvert par une "sécurité sociale alimentaire" et garantissant à chacun mensuellement la possibilité de se nourrir auprès des producteurs engagés dans la transition écologique ». Choisir l'écologie pour Kemper appelle « tous les citoyens, les élus, les communautés agricoles, institutionnelles, associatives, à se mobiliser dès à présent pour qu'après cet "arrêt" du monde, nous prenions enfin la bonne direction ».